ESSTIC

5 septembre 2013

CONCOURS D'ENTREE AU NIVEAU 1

SYNTHESE DE DOSSIER

Durée : 3 heures

Coff : 4

A partir des documents qui suivent, vous produirez, un texte structuré et cohérent, en prenant soin de lui donner un titre

Source

Jeune Afrique

N°2551 du 29 novembre 2009

N°2747 du 14 au 20 juillet 2013

Cameroun Tribune, 25 avril 2012 ; 4juin 2013

Texte 1. ASSAINISSEMENT ET GESTION DES DECHETS : Profession nettoyeurs

A Nkayi, au Congo, un PME a crée un service de collecte des ordures .Et ça marche .Etabli à Nkayi, poumon industriel du déplacement de la Bouenza, à 220km à l'Ouest de Brazzaville, Gustave N'Kounkou est le patron de Surya, une PME active dans la destination, la désinsectisation, le commerce et le BTP. Sensible aux questions sanitaires, il décide en 2010 de s'attaquer aux décharges sauvages en créant un service de collecte des ordures ménagères. Une initiative qui séduit la maire de cette ville de 100 000 habitants ,le Dr Boueya-Ngouala ,biologiste de formation et lui aussi très sensible aux problèmes d'insalubrité .En juin 2011 ,la municipalité signe une concession de service public avec Surya, lui confiant la collecte des ordures ménagères pour cinq ans ,avec à la clé une subvention de 8,6millions de FCFA (plus de 13100euros)par mois .

POUSSE-POUSSE.

Depuis ,chaque jour, une trentaine d'éboueurs en combinaison orangée ,masque ,bottes et gants sillonnent les quartiers avec leur pousse-pousse ,suivis de peu par les contrôleurs de l'entreprise qui veillent à la bonne exécution de la tâche .La capacité d'enlèvement est de 8tonnes par jour .Déposées dans de petits bacs installés devant chaque foyer desservi ,les ordures sont collectées et stockés dabs des bennes en différents points de la ville ,puis évacuées par camion vers une décharge de 30ha ,à 10km de la cité .Pour la modeste somme de 240FCFA par mois (la mairie finançant les 760FCFA restants),plus de 28000foyers ont déjà adhéré au service .Avoir un bac Surya est devenu un Symbole de standing .Les autres bénéficiaires ,dont les entreprises ,paient entre 1250 et 2500FCFA par mois .Prochaine étape :installer un centre de tri sélectif près de la décharge et faire du compostage avec les ordures biodégrades. Un investissement de 270 millions FCFA, à trouver.

Texte 2. Désordre urbain : stop...et fin ?

Les autorités de la ville de Douala ont évalué avancées et perspectives dans la lutte contre ce fléau « A Douala les gens donnent beaucoup de fêtes, sans toujours prévoir un endroit où les invités pourront se mettre à l'aise. Du coup, vous trouvez parfois une femme entre deux voitures »Le préfet du Wouri est-il

tombé sur pareil spectacle depuis sa nomination ? Si **Naseri Paul Bea** ne l'a pas dit explicitement, il a au moins indiqué qu'il connaît des multiples facettes du fléau qu'est le désordre à Douala. Le désordre urbain plus précisément, qui était au cœur de la réunion organisée hier dans les services de la Région, et à laquelle ont notamment pris part maires et délégué du gouvernement. Formellement, c'est la plateforme chargée de lutter contre le désordre urbain et pour la protection civile à Douala qui se retrouvait ainsi. Pour dresser le bilan de 2012, première année de son existence et envisager la suite

Selon Fritz Ntonè Ntonè, vice-président de la plateforme, des avancées ont été enregistrées dans la lutte contre les « clandos », dans le renforcement des effectifs (164 agents recrutés à la Cud par exemple) et dans sensibilisation des populations aux questions d'hygiène et de salubrité. En outre, la construction de nouveaux espaces marchands a été lancée, le nouveau plan de circulation au centre ville est respectée « à 90% », etc.

Mais des problèmes demeurent : ces marchés qui arbitrent toujours des trafics en tous genres ; les moyens financiers et logistiques par toujours à la hauteur. A cela, il faut ajouter des situations particulières : dans certains cas, l'occupation de la chaussée, apparemment expression de désordre, génère des recettes pour les mairies... Comment sortir de cette quadrature du cercle ? La plateforme doit y réfléchir. Autre résultat mitigé, l'identification/enregistrement des motos-taxis (7000 seulement sur « un peu plus de 40 000 », avance le délégué du gouvernement)... Mais à ce sujet précis, il est possible d'espérer du mieux sous peu. Pendant la réunion d'hier, une délégation de mototaxi est venue remettre un courrier au préfet du Wouri. Pour marquer leur reconnaissance et leur déférence à un président de la République, qui a évoqué leur activité dans son dernier message à la jeunesse.

Devant le préfet, les moto-taximen se sont engagés à désormais se conformer à la réglementation –et donc, ne plus contribuer au désordre urbain –, demandent que ceux des leurs qui y dérogeront soient ramenés à l'ordre. Ce sera peut-être un des acquis de 2013, année au cours de laquelle un plan d'Organisation des secours devrait être élaboré dans le cadre de la protection civile.

Texte 3. **Laboratoire à ciel couvert**

Pour la première fois, les collectivités locales de la planète se réunissent en Afrique. L'occasion de mettre en lumière la dynamique du continent et d'en mesurer les défis

Les deux autres candidats, Lyon (France) et Florence (Italie), ne manqueraient pas d'atouts. Pourtant, c'est Rabat qui a été désignée ville hôte du sommet de 2013, lors du précédent congrès de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU, le réseau mondial des villes et collectivités locales), à Mexico, en 2010. Tout un symbole. Choisir la capitale marocaine, c'était répondre positivement à l'invitation de l'Afrique, le continent où les villes grandissent et se transforment le plus vite, de la façon la plus spectaculaire, avec le plus d'enjeux. C'était aussi reconnaître les efforts réalisés ces dernières années par les collectivités locales et les Etats africains en matière de gouvernance décentralisée, de planification, d'aménagement et de développement territorial

.Des efforts dont témoigne le succès des sommets Africités organisés tous les trois ans depuis 1998 par Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique(CGLUA, la branche continentale de CGLU),dont le siège est établi à Rabat depuis 2008.Après Africités V à Marrakech en 2009 ,Africités VI, qui s'est tenu à Dakar en 2012, a mis en lumière le dynamisme d mouvement municipal et de la gouvernance décentralisée sur le continent .Un phénomène particulièrement marqué au Maroc .Le royaume ,sa capitale et son gouvernement sont donc en pleins préparatifs pour accueillir « au nom de l'Afrique »,le Ive congrès mondial de CGLU, du 1^{er} au 4 octobre .L'événement prendra aussi une dimension particulière car le centenaire du mouvement municipal international ,né en 1913,y sera célébré.

TOUR DU MONDE

Organisé tous les trois ans, le sommet de CGLU est le plus grand rassemblement international de dirigeants locaux et régionaux .Rien qu'en évoquant les noms de quelques uns de ses édiles, on fait déjà le tour du monde des villes : Kadir Top bas (maire d'Istanbul et président en exercice de CGLU),Miguel Angel Mancera Espinosa(Mexico),Wan ,Quingliang Guangzhou),Bertrand Delanoë (Paris),Ted Ellis(Bluff ton, Indiana),Kuma Demeksa (Addis Abeba),Saifallah Lasram (Tunis)...Le congrès mondial constitue aussi une rencontre politique majeure ,mobilisant de nombreux décideurs de différents échelons des élus et hauts fonctionnaires territoriaux ,évidemment ,mais aussi des chefs d'Etats ,des ministres(des Finances ,de l'Intérieur et des collectivités locales ,de l'habitat et de l'Urbanisme),des responsables d'organisations inter-nationales et des bailleurs de fonds .Ajoutez –y ders experts de l'aménagement ,de la gestion et de la gouvernance locale ,des représentants de la société civile ,des secteurs publics et privé...ourRabat 2013,quelque 4000 participants de plus de 100 pays sont attendus.

QUALITE DE VIE

Le fil conducteur du sommet « Imaginer la société, construire la démocratie », permettra de débattre et de proposer les solutions concrètes aux défis auxquels sont confrontés les collectivités dabs un contexte d'urbanisation accélérée. En Afrique, 1,2milliard de personnes vivront ainsi dans des villes d'ici à 2050(soit près de 20% des citoyens du monde), contre 414millions en 2012, selon l'ONU. Les principaux thèmes retenus pour le sommet de Rabat sont :l'amélioration de la qualité de vie et de l'accès aux services essentiels ,la gestion de la diversité(spatiale ,fonctionnelle ,sociale ,économique etc.) ,la nouvelle gouvernance ,la solidarité entre les territoires .En s'emparant de ces questions majeures ,les élus locaux vont rappeler une fois de plus ,s'il en était besoin ,leur rôle essentiel dans le développement .Et dans ce domaine ,le calendrier des années à venir est chargé, avec ,entre autres, la définition des suites à donner aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)après 2015,ainsi que la conférence ONU-Habitat III, en 2016,qui vise à construire des villes plus durables .Deux énormes dossiers qui seront aussi des débats à Rabat.

Texte 4.Toit, toit, mon, toit

Du nord au sud du continent, trouver un logement décent à un prix abordable est la priorité des citoyens. Face à l'urbanisation, elle est aussi devenue celle des élus et des Etats. Exemple au Cameroun.

Dans les années 1960-1970, c'était le rêve, alors accessible, des camerounais de la petite classe moyenne : une maisonnette blanche de plain-pied aux volets bleus, verts ou marron, un jardinet privatif, des aires de jeu et terrains de sport aux alentours, le tout pour quelque 14 000 FCFA (21 euros) par mois, quand le salaire moyen était 25 000 FCFA. Un âge d'or pour le logement social. Mais la crise des années 1980 a fait œuvre et l'Etat s'en est désengagé, gelant ses investissements pendant deux longues décennies. Or, depuis cinq ans –miracle– le gouvernement a décidé de remettre la construction de logements « pour tous » au rang de ses priorités. Objectif : juguler la prolifération de l'habitat précaire et permettre aux citadins, dont le nombre a cru de 274% depuis 1960 (au rythme moyen de +5,3% par an), de se loger décentement d'ici à 2020. Un délai très court, sachant qu'il s'agit de combler un vertigineux déficit d'au moins 1 million de logements, selon les estimations du ministère de l'Habitat et du développement urbain. Pour répondre aux besoins, il faut construire quelque 70 000 unités par an cours des vingt prochaines années.

Le gouvernement a lancé en 2009 un programme de construction de 10 000 logements et d'aménagements de 50 000 parcelles constructibles, avec pour maître d'œuvre et d'ouvrage la Société Immobilière du Cameroun (SIC). Résultat, à Olembe, à l'entrée nord de Yaoundé (et à cinq minutes du palais présidentiel), tracteurs, grues et bétonneuses s'activent à la construction de 65 immeubles, qui comprendront 1 300 logements (sur les 4 500 prévus dans la capitale). Même spectacle à Mbanga –Bako ko, à l'entrée sud de Douala, où 72 immeubles, soit 1 175 appartements (la encore sur 4 500 prévus), sortent de terre. Généralement situés en périphérie des villes sur des terrains obtenus au prix d'une importante déforestation, les lotissements doivent être pourvus de nouvelles voies de circulation, d'espaces verts, ainsi que d'écoles. La principale caractéristique de ces programmes est la taille des appartements : de 94 à 400 m² : là où 50 m² auraient suffi. Ce qui, selon l'un des opérations impliqués, montre qu'on est encore très loin de la vocation sociale première du projet. La gageure est en effet parvenir à proposer des logements véritablement accessibles à tous, y compris aux plus démunis. Or qui dit grande surface dit prix de vente plus élevé. Un appartement de 4 pièces (salon, cuisine, 3 chambres) est par exemple proposé entre 23 et 43 millions de FCFA... le risque est donc que ces logements « sociaux » ne puissent être achetées que par les plus aisés, pour être ensuite loués au prix fort aux familles modestes.

Rapportés au pouvoir d'achat moyen, les coûts de ces appartements sont d'ailleurs tellement prohibitifs que certains constructeurs préfèrent considérer Olembe et Mbanga –Bakoko comme des « sites tests » pour les prochains programmes, prévu, notamment dans les villes industrielles de Limbe, Edéa et Kribi, concernées comme toutes les grandes villes du pays. Selon eux, mieux vaudrait s'en tenir à des logements de 50 m², vendus 7 millions de FCFA, quitte à étendre davantage les villes nouvelles en cours de construction de logements et octroier des prêts pour leur acquisition, est prêt à aménager ses taux pour les faire passer de 10% à 5% et rendre le crédit plus accessible. L'Etat devra lui aussi faire quelques concessions, notamment en mettant gratuitement à

disposition les terrains aménagés par la Mission d'aménagement et d'équipement des terrains urbains et ruraux (Maetur) pour les programmes immobiliers.

Texte 5. Cocody bientôt pimpante ?

Fin pollution et eaux verdâtres. La plus célèbre baie d'Abidjan sera nettoyée et aménagée. Et après elle, l'ensemble de la lagune Ebrié. Il était temps.

Avant de devenir un dépotoir à ciel ouvert, la lagune Ebrié a longtemps fait le bonheur des Abidjanais « jusqu'au début des années 1970, c'était une zone de loisirs très appréciée de la population, qui venait s'y baigner, pêcher ou pratiquer des sports nautiques », confirme Aboubacar Bamba, directeur adjoint au Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD). La croissance non maîtrisée et l'urbanisation de la capitale économique ivoirienne ont depuis eu raison de la vocation récréative d'une lagune aux eaux désormais verdâtres et dont les berges sont recouvertes d'immondices. « Nous assistons, depuis trente ans, à une pollution graduelle provoquée par ruissellement des eaux usées et le déversement de déchets domestiques et industriels, qui, en plus de souiller les baies, provoquent dans certains cas leur remblaiement », s'inquiète le directeur adjoint, qui est également responsable du département environnement et assainissement hydraulique du BNETD, rattaché à la présidence ivoirienne. Conscients de l'urgence tant sanitaire qu'environnementale, les pouvoirs publics ont engagé en 2011 un programme complet de réhabilitation de la lagune. Sa première phase porte sur la baie de Cocody, située au pied des principaux quartiers d'affaires et résidents d'Abidjan. La baie, qui reçoit également les eaux de l'un des plus grands bassins versants de la métropole, a perdu un tiers de ses 135 hectares, comblé par les couches successives de sable et de vase déposés à chaque nouvelle inondation. Bien décidées à en faire la vitrine de leur plan d'action, les autorités comptent rendre à la baie de Cocody son ampleur originelle. Pour cela, elles vont lancer dans les tout prochains mois une vaste campagne de dragage destinée à évacuer entre 500 000 et 1 million de mètres cubes de sédiments. Le matériel nécessaire a été reçu en mars, et le chantier, qui doit durer une douzaine de mois, est financé par l'ONG suédoise Eco Africa Group à hauteur de 10 milliards de FCFA (15,2 millions d'euros).

D'importants travaux portant sur l'aménagement des bassins versants ainsi que la réalisation de collecteurs pour la récupération et le retraitement des eaux usées sont également programmés, « avec l'objectif d'éviter à l'avenir tout rejet dans la lagune », précise Aboubacar Bamaba. Le plan prévoit aussi l'aménagement des abords de la baie et la remise en valeur des berges, « pour en faire en site à vocations touristiques et commerciales, avec hôtels, restaurants, espaces verts et pistes cyclables » indique Yao Kouadio, directeur de l'environnement et du développement du district d'Abidjan. Fortes du soutien de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de développement et de l'Union européenne, les autorités ont pour l'instant réussi à mobiliser 30 milliards de FCFA pour la réalisation de ces projets. Soit moins de la moitié de l'argent nécessaire pour que la baie de Cocody puisse retrouver d'ici à 2015 son lustre d'antan.

Texte 6. Kinshasa bouge enfin

Pour remédier à la pénurie de transports en commun dans la capitale congolaise, le gouvernement fait feu de tout bois : achat de bus, création de lignes, incitations fiscales.

Kinshasa, c'est près de 10000k² et 10 millions d'habitants .Une ville quatre fois plus grande que le Luxembourg ,aussi peuplée que le Benin ...et longtemps dépourvue de moyens de transport publics dignes d'une agglomération moderne .Pour la majorité des Kinois ,éparpillés dans les 24 communes qui composent la capitale congolaise ,se déplacer relève souvent du cauchemar ou de l'épreuve de gymnastique . « Pour monter à bord d'un taxi-bus, il faut batailler : bousculades, tiraillements, insultesCertains n'hésitent pas à entrer par la fenêtre, et le ,et le chauffeur ne démarre que lorsque les clients sont entassés comme des sardines sur des bancs .Un vrai capharnaüm »,raconte Thomas Pemba .Etudiant à l'Institut supérieur de commerce de Kinshasa ,il prend chaque matin ces « combis »aux allures vieillottes qui assurent les mouvements quotidiens de la population dans la ville .Jusqu'ici ,les différentes initiatives de l'Etat visant à améliorer les transports en commun Kinois ont fait long feu. C'est autour du gouvernement d'Augustin Matata Ponyo de s'attaquer au dossier « Trois cents bus ont été commandés, sur fonds propres çà (plus de 3 millions d'euros).Deux cents sont déjà arrivés et cinquante ont été mis en circulation le 30 juin ,jour du 53^e anniversaire de l'indépendance de la RD Congo »,détaille Pacifique Kaoze Kitenge ,conseiller à la primature « Dans un premier temps ,ils desserviront deux lignes pilotes :la première vers Ngiri-Ngiri (en passant par Kasa Vubu ,Lingwala et la commune de Kinshasa) ,la seconde vers Kintambo. Des communes proches du centre –ville qui répondent aux conditions optimales de circulation », explique le conseiller .Le projet est mis en œuvre progressivement pour éviter tout échec du à la précipitation .Le gouvernement tient à réussir son pari. Une équipe de la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) se trouve même sur place pour encadrer celles de Transport du Congo (Transco), la société publique qui vient d'être créée.

« Ce n'est pas la première fois que l'Etat lance une entreprise pour gérer le réseau public de bus, note Daniela Mboko, une jeune Kinoise .Récemment encore, il y ' eu City Train .Où sont passés ces reçus en grande pompe ? Ici, le grand problème demeure la gestion des biens publics .Nous attendons de voir Transco à l'œuvre. »Cette tentative sera-t-elle la bonne ? Le gouvernement Matata y croit et a pris certaines dispositions pour qu'elle produise les résultats escomptés .Une opération de sensibilisation des usagers aux bons comportements a été lancée des arrêts et des abribus ont été conducteurs formés .La création d'une autorité de régulation des transports urbains est également à l'étude .Avec MOBILITE la Banque mondiale ,le gouvernement congolais réfléchit aussi à la possibilité de mettre des mini bus neufs à la disposition d'acteurs privés qui s'engageraient à les acheter au bout de trois ans .D'autres mesures sont prises pour inciter les entrepreneurs à participer à l'aventure .Désormais ,les bus neufs importés en RD Congo et destinés aux transports en commun sont exonérés de droits de douane .De plus ,« les véhicules comptant au moins douze places assises et vieux de moins de sept ans bénéficient d'un fiscal et douanier »,explique pacifique Kaoze Kitenge .Une stratégie qui vise notamment à débarrasser progressivement Kinshasa de ses vieilles fourgonnettes Mercedes 207,surnommés esprits de mort .Souvent

mal entretenues, elles causent de nombreux accidents de la circulation, mais restent surchargées de passagers. L'Etat envisage en outre sérieusement la création d'un tramway qui emprunterait deux itinéraires de 25km chacun. Il desservirait dans un premier temps 12 des 24 communes de Kinshasa. Doté de 50 rames neuves d'une capacité de 350 passagers, il pourrait « transporter jusqu'à 25000 voyages par jour » avance Pacifique Kaoze Kitenge, qui précise que le projet se trouve « en phase de montage financier ». Mais aucune date n'est encore arrêté pour le lancement des travaux. « En 2009, le gouvernement évoquait déjà la piste d'un tramway à Kinshasa. A l'époque, une société spécialisée belge avait même été approchée, mais rien n'a été fait. Nous espérons que, cette fois, les gouvernants ne se conteraient pas de beaux discours », confie un élu Kininois, dubitatif.

Une gigantesque ville-province. Les autorités provinciales viennent de mettre en concession 100 minibus et font la chasse aux véhicules vétustes. Les spécialistes sont unanimes. Pour améliorer les conditions de transport en commun dans une ville aussi étendue et peuplée que Kinshasa, il faudrait au moins 2000 bus modernes. Même le ministre provincial chargé des transports en est bien conscient « Les quelque 200 ou 300 bus neufs (commandés par les autorités nationales) ne pourront pas résoudre tous les problèmes des transports en commun dans la capitale, reconnaît Godard Motemona, mais c'est déjà un bon début »

C'est pourquoi, parallèlement aux efforts de l'Etat, le gouvernement de Kinshasa a acquis de son côté 100 minibus. « Nous avons concédé leur gestion à nos partenaires chinois pour profiter de leur savoir-faire dans ce domaine », avance le ministre. Et pour débarrasser la capitale congolaise de tous les moyens de locomotion qui « ne répondent pas aux normes », le gouvernement provincial veut désormais imposer « le strict de la réglementation ». Plus de place pour l'arbitraire, argue Godard Motemona. Ces engins vont disparaître d'eux-mêmes de la circulation parce qu'il ne leur sera plus possible de rouler à Kinshasa sans avoir satisfait à un contrôle technique obligatoire. » Encore faut-il que les contrôleurs ne cèdent pas, à leur tour, à la corruption. C'est là tout le problème.....

Texte 7. Very important Dakar

Villas et appartements de luxe, restaurants branchés La métropole sénégalaise s'embourgeoise.

Comme dans beaucoup de capitales africaines, la décennie 2000 aura modifié en profondeur le visage de Dakar. La recomposition sociologique et urbaine a laissé apparaître une nette tendance à la gentrification. Les années Wade sont passées par là, avec leur frénésie immobilière et leurs grands travaux, sur fond d'enrichissement rapide des élites « Beaucoup d'argent s'est déversé à l'époque du libéralisme... » Remarque un proche du maire socialiste de Dakar. Dans le même temps, l'afflux d'une communauté expatriée achevait de bouleverser le profil de la ville « Il y a eu un déplacement de la richesse. Les frontières ont bougé, mais le cloisonnement entre les populations est resté. » Sous l'effet conjugué d'une croissance démographique accélérée et d'une élévation du niveau de vie, Dakar est devenu une ville champignon à la prolifération anarchique. Et parce que Dakar est construit sur une presqu'île,

celle du cap Vert (dont 97% sont urbanisés), la rareté du foncier et l'inflation des prix de l'immobilier ont repoussé les ménages les plus modestes vers la lointaine banlieue, laissant les classes moyennes et supérieures redessiner le centre de la capitale.

Dans ce chantier à ciel ouvert continuent de fleurir villas imposantes, cités pour classes moyennes et magasins à l'occidentale. Nés au cours des dix dernières années, les nouveaux quartiers accueillent une population sénégalaise plus aisée, à laquelle se mêlent des Occidentaux. Leur confortable qualité de vie n'a pas été sans conséquence sur la flambée des prix. Quant aux anciens, certains ont été envahis par une bourgeoisie cosmopolite, composée de responsables politiques, de hauts fonctionnaires, d'artistes, de créateurs, d'hommes d'affaires et d'expatriés venus de différentes régions... Aux Mamelles aux Almadies, à Cité-Assemblée (Ouakam) ou à Mermoz, le Dakar des 4x4 et des berlines a pris ses distances avec celui des « cars rapides ». Autrefois situé au cœur du plateau, le centre de gravité de la capitale s'est progressivement déplacé vers le Nord. Depuis le centre-ville, la deux-voies de la corniche Ouest remonte à grande vitesse vers le poumon de la nuit dakaroise : la route de Ngor-Almadies, où se trouve le casino du Cap-Vert et où se succèdent boîtes à la mode, restaurants branchés et bars lounge. Dès qu'on a dépassé le village de pêcheurs de Soumbédioune, place aux nouveaux lieux de prédilection de la Dakar upperclass : l'hôtel Terrou Bi, idéal pour un afterwork face à l'océan, le SAE Piazza, qui se présente comme « le premier centre commercial haut de gamme d'Afrique de l'Ouest » et le Radisson Blu, cinq étoiles à la clientèle VIP. En allant vers le monument de la Reconnaissance africaine, on rejoint la commune de Ouakam. C'est là, et jusqu'aux Mamelles voisines, qu'une forte concentration d'expatriés et de représentants des milieux arts a élu domicile. Carrefour pour les hommes d'affaires et les organisations internationales, la ville a également conforté son statut de capitale culturelle en multipliant les espaces d'exposition et les événements d'envergure régionale ou mondiale. Plus au Nord, sur la route des Almadies, cette caste cosmopolite s'affiche à la tombée de la nuit. Mannequins, fonctionnaires de l'ONU et jeunesse dorée, rivalisant d'élégance et de grosses cylindrées. Du Five au Charly's Bar, en passant par le Barramundi, le standing affiché pourrait presque faire oublier le Dakar ensablé des Parcelles Assainies et les ruelles crasseuses de Niary Taly.

Texte 8

Quatre –vingt onze passagers ont été blessés lors du crash de leur avion, de la compagnie Américain Airlines, en Jamaïque, mardi 22 décembre, Le Boeing 737, qui assurait la liaison Miami-Kingston, transport 148 passagers et six membres d'équipage.

Selon le ministre de l'information Jamaïcain, Darly Caz, aucun des blessés ne l'est grièvement et la plupart sont déjà sortis de l'hôpital public de Kingston où ils reçurent des soins. « L'essentiel des blessures sont des fractures et bien sûr des entailles et des contusions, a-t-il expliqué à CNN, ajoutant que les passagers étaient « sérieusement secourus » par les événements.

L'appareil, qui était parti de l'aéroport Ronald de Washington avant de faire escale en Floride, a été accidenté lorsqu'il est sorti de piste après son

atterrissage à l'aéroport international Norman Manley de Kingston ,selon la compagnie .Le biréacteur s'est brisé en deux après avoir tenté d'atterrir sous une pluie battante mardi vers 22 heures locales (4 heures en France),selon les médias locaux .Le dirigeant de TV Jamaïcain, Milton Walker ,a déclaré à la chaîne CNN que seules quatre personnes avaient été blessés grièvement.

Un passager a déclaré à Milton Walker que le Boeing 737 avait atterri normalement et que les passagers avaient même applaudi à ce moment, mais qu'il n'avait pas réussi ensuite à s'arrêter sur la piste. « Ensuite ,il ya eu un gros bang » ,a –t-il dit « C'est à ce moment-la ,qu'ils « les passagers »se sont rendu compte que quelque chose n'allait pas au moment où les masques à oxygène ont été déployés .Ils ont aussi noté que la structure de l'appareil avait commencé à s'effondrer « Américain Airlines se refuse pour le moment à « spéculer sur les causes de l'accident ».Les blessés ont été hospitalisés à Kingston ,a précisé le ministre jamaïcain.

Il s'agit du second accident en moins de dix jours pour Américain Airlines .Le 13 décembre, l'aile d'un MD-82 de la compagnie avait la piste à l'aéroport de Charlotte, en Caroline du Nord, lors de l'atterrissage, causant des dégâts sur l'appareil .Personne n'avait été blessé.

Texte 10.Kribi, L'envers du Paradis

Débouché de l'oléoduc Tchad-Cameroun et futur pôle portuaire, la cité balnéaire s'industrialise à vue d'œil .Y perdra –t-elle son âme ? Kribi a tant d'histoire à raconter qu'un seul Mayi –le festival de la ville –n-y suffirait pas. Chaque année, début mai, cette ville intimement liée à l'océan Atlantique chante et danse sur ses plages de sable blond pour évoquer son passé tourmenté .Son épisode le plus douloureux remonte à la Première Guerre mondiale ,lorsque ,en 1914 ,les populations Batangas sont prises entre deux feux dans la bataille qui oppose les forces coloniales allemandes à un corps expéditionnaire franco-britannique .Pour réduire les pertes civiles, les Batangas sont évacués manu militari et installés à Moliko (Sud-ouest),sur les flancs du mont Cameroun .Le Mayi (de l'anglais May)commémore le retour ,le 9 mai 1916,de ces déplacés sur leur terre natale après la fin des hostilités .Cette histoire montre qu'à Kribi la modernité n'efface pas le passé. La ville essaie de préserver son identité dans le vertige de l'industrialisation à marche forcée.

Chamailleries

Située dans l'extrême sud du littoral camerounais, à 200km de Douala, la cité balnéaire ne ressemble en effet plus du tout à ce qu'elle était jusqu'à la fin des années 1990 : un paradis écologique, avec ses fleuves aux eaux poissonneuses, ses chutes spectaculaires se déversant dans la mer, ses bâtisses majestueuse héritées de la colonisation allemande ...Les détracteurs du tourisme de masse appréciaient sa tranquillité .Des célébrités de passage s'y réfugiaient le temps d'une belle parenthèse. Ce havre de paix ne bruissait alors que des effrayés par la frénésie urbanistique, ces derniers ont déplacé leurs campements dans la forêt, plus près de la nature .C'est au début des années 2000 que la ville a vu débarquer des ouvriers du bâtiment et du secteur pétrolier, avec leurs engins, leur argent, leurs besoins...Kribi ,qui n'avait rien demandé, est depuis 2003 le débouché d'un oléoduc transportant le pétrole puisé dans le Sud du Tchad .Le

brut se déverse dans les cuves des tankers amarrés à 12km de ses côtes. Par deux fois, une alerte à la pollution a fait planer le spectacle d'une marée noire. Rien de grave pour l'instant, mais les temps ont changé. Avant, on invoquait les divinités marines pour que les filets des pêcheurs Batangas ou mabéas ramènent beaucoup de poisson. Aujourd'hui, on prie pour que le mazout ne se déverse pas sur les cotes, polluant un écosystème encore assez préservé. Pour le malheur des artisans pêcheurs et des plaisanciers, il est prévu de transformer la station balnéaire en métropole industrielle. Les chantiers s'enchainent. Une fois le pipeline terminé, les ouvriers sont restés, leurs engins aussi. Au Sud de la ville, à Lolabé, les titanes que les travaux du port en eau profonde démarrent. Les terrassiers aplatissent les sols et arrachent la forêt environnante pour dégager les espaces nécessaires, tandis que les ingénieurs et ouvriers chinois déversent des tonnes de remblai dans la mer pour construire la digue de protection et les quais.

PASSION.

Le groupe français GDF Suez et le gouvernement camerounais bâtissent une usine de liquéfaction de gaz naturel, qui doit être livrée à la fin 2014. Avec une capacité de production annuelle de 3,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GND), elle approvisionnera les marchés à l'export tout en satisfaisant la demande intérieure, à commencer par celle de la centrale électrique construite à l'entrée de la ville, qui depuis début mai fournit entre 100 et 216MWh selon demande. Des routes sont en cours de construction, une voie de chemin de fer et une usine d'aluminium sont en projet... Quant à la population, selon les prévisions, elle devrait augmenter de 100000 personnes dans les prochaines années du seul fait de l'activité du port. La ville va-t-elle y perdre son âme? Pas sûr. Cette année, le thème du festival du Mayi était « Kribi, notre passion ». On y a beaucoup parlé de culture et d'avenir. Ce qui est de bon augure.

Texte 11 Ma Ville idéale

A quoi doit ressembler la ville africaine idéale de demain? Répondre à cette question revient à définir ce que peut être la société africaine idéale et il est peu probable qu'il soit possible de le faire vraiment. Mais si j'osais avancer une réponse, je dirais que c'est une ville que ses habitants aiment et dont ils sont fiers. Une ville avec quelque chose de spécifique qui fait qu'on s'attache à elle, et qui contribue à la construction de l'identité » de ses habitants.

Pour aller un peu plus loin, on imagine qu'une telle ville est d'abord sûre, au sens où l'on y jouit de la paix, où la sécurité des personnes et des biens est assurée, et où les droits de chacun sont respectés, ceux des hommes comme ceux des femmes, des riches comme des pauvres, des valides comme des handicapés. Cette ville africaine idéale est également industrielle. Elle met en valeur le potentiel productif de son arrière-pays, offre de nombreuses opportunités de transformation des produits locaux et répond aux besoins des populations grâce à son environnement favorable au développement d'un entrepreneuriat local dynamique.

C'est une ville qui assure l'accès aux services de base pour tous et s'efforce d'atténuer la séparation entre centre-ville ordonnée et zones périphérique,

quartiers riches bien équipés et quartiers pauvres à l'abandon, ville informelle .C'est aussi une ville qui se soucie du développement durable et des générations futures, attentive à ne pas gaspiller, les ressources naturelles et à ne pas développer des activités polluantes pour l'environnement .C'est une ville bien gouvernée .La démocratie locale représentative y est promue à travers des élections locales libres et transparentes ,organisées régulièrement selon un calendrier connu d'avance .La démocratie participative aussi, grâce à des mécanismes permettant aux forces vives locales de donner leur opinion et de prendre part aux délibérations concernant la gestion de la collectivité, tout au long du mandat des autorités élues. Enfin, c'est une ville où il fait bon vivre, dotée d'espaces et d'équipements sportifs, socioculturels et de loisirs en nombre suffisant.

Toutes ces caractéristiques pourraient s'appliquer à n'importe quelle idéale sur la planète. Car à travers le monde ,nous sommes tous mus par les mêmes valeurs :démocratie ,dignité ,respect de l'identité ;par le désir d'améliorer notre vie quotidienne ,ainsi que par le sens du partage .On considère souvent l'Afrique ,avec sa légendaire résilience et l'attachement de la plupart de ses habitants à un modèle de famille élargie ,comme le continent de la solidarité par excellence .Mais cette solidarité a un mal à s'exprimer de façon tangible, au-delà des appartenances communautaires ,dans la ville africaine d'aujourd'hui .Celle-ci offre le spectacle d'un lieu où les gâtes communautaires pour riches côtoient des ghettos pour pauvres ,sans que ces deux mondes ne se sentent réellement une communauté de destin .Une dynamique de dissolution de la solidarité y est au contraire à l'œuvre.

La distance qui sépare cette réalité de l'idéal montre le chemin qui est à parcourir et l'ampleur des efforts à fournir pour que la ville africaine soit aimée par ses habitants et fasse leur fierté .La bonne santé macroéconomique persistante du continent et les taux de croissance économique élevés dont il bénéficie depuis une dizaine d'années lui donnent une chance unique de commencer à réduire cette distance .«Un voyage de 5 000km commence par le premier pas dans la bonne direction », disait Mao .Il incombe aux décideurs nationaux et locaux du continent de faire ce premier pas dans la bonne direction dès maintenant, avant que la fenêtre d'opportunité ne se referme –en cas d'évolution économique défavorable .Le modèle d'une ville africaine idéale devrait avoir pour eux valeur de programme.

12. CAMEROUN : Désordre urbain, La difficile application des textes

Le site initial de la gare routière à Mvan .Peu de voyageurs et d'habitants de la cité capitale le connaissent .Envahi par les hautes herbes et à l'abandon, ce lopin de terre d'un hectare environ, coincé entre l'échangeur d'Ahala et une scierie industrielle, n'a pas eu le bonheur de connaître la glorieuse destinée à laquelle il était appelé .Après le déguerpissement des agences de voyage du Boulevard de l'Ocam, sis en plein centre-ville ,en 1998.C'est qu'après moult rappels à l'ordre ,menaces de sanctions ,plaidoyers et tractations ,les agences de voyage ont fini par prendre leurs quartiers sur « la grande route »,entre la carrefour Mvan et l'échangeur .Et bonjour les bouchons interminables ,les stationnements abusifs et les encombrements de la voie publique par divers

acteurs. Du coup, les riverains et autres usagers mettent des heures à traverser ce petit tronçon long de seulement 500 mètres.

Autre lieu, même situation : le marché de Mokolo à Yaoundé. Peu de visiteurs savent que cette espèce de souk dispose de parkings régulièrement aménagés. Ceux-ci ont allègrement disparu sous les étals de fortune de commerçants peu enclins à louer des comptoirs à l'intérieur du marché. Débordant sur la chaussée, lesdits étals laissent très peu de place aux automobilistes et piétons. Ni les incursions parfois intempestives des agents de la Communauté urbaine, ni les opérations-coups de poing du commissariat local avec confiscation de marchandises, n'ont réussi à ramener de l'ordre. « En fait, la discipline dure quelques jours seulement après le passage de la Communauté urbaine ou de la police. Puis, les commerçants viennent s'installer un à un. Fatiguées de les chasser, les autorités baissent les bras à un moment donné et le désordre reprend alors de plus belle », observe J. Mani, propriétaire d'une boutique dans le marché.

Le désordre grangère les villes camerounaises, leur donnant l'apparence de vastes jungles fonctionnant sans lois, ni règles. Garages qui débordent sur l'emprise publique, réceptions et fêtes familiales entraînant l'occupation de la voie publique, naissances sonores occasionnées par des discothèques, tapage nocturne orchestré par des voisins indéliçats, insalubrité habitat dans la zone impropres aux constructions... Le répertoire des Camerounais en matière de désordre urbain est bien vaste. Pourtant, des textes régissant la vie et les activités, dans les villes du pays existent. Mais, ils sont régulièrement foulés au pied par une population ignorante ou de mauvaise foi. « Le problème principal c'est qu'une grosse partie des habitants des villes est issue des campagnes. Cette cohorte essentiellement constituée de débrouillards transporte donc certaines mauvaises habitudes dans les villes d'accueil. Beaucoup ne savent pas qu'il faut s'en référer aux autorités et aux textes réglementaires pour presque tout », assure-t-on du côté de la Communauté urbaine de Yaoundé. En attendant que les nouveaux venus s'adaptent, les villes camerounaises prennent les allures de gros villages.

FORMIDABLE LABORATOIRE

VILLE CRUELLE. C'est sous ce titre que paraissait, il y a plus d'un demi-siècle, le premier roman (publié sous le pseudonyme d'Eza Boto) de Mongo Beti, qui prendra l'une des figures de la littérature subsaharienne. L'écrivain camerounais y raconte les mésaventures d'un jeune villageois livré à la veulerie et à la méchanceté des habitants de la grande cité.

Sous la palme de nombreux autres romanciers africains, on pense en particulier à Ahmadou Kourouma et à ses Soleils des indépendances, la ville est placée sous le signe de l'injustice, quand ce n'est pas celui de la violence ou de la débauche. Cette littérature ne fait, hélas!, que traduire la réalité. Faiblement urbanisée avant la colonisation, l'Afrique subsaharienne rattrape son retard, si l'on peut dire, et connaît une croissance urbaine effrénée qui bouscule les codes sociaux traditionnels.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Au Sud du Sahara, le nombre des citadins est passé de 20 millions en 1950 à près de 400 millions aujourd'hui. Ils seront

plus de 1 milliard en 2050. Contrairement à ce qui s'est passé en Europe, cette urbanisation se fait sans développement industriel.

Faute d'emplois et de ressources, les nouveaux arrivants sont privés d'habitants dignes de ce nom. Résultat, plus de 60% des citadins vivent dans des taudis ou, à tout le moins, dans des logements insalubres

Si le nord du continent affronte lui aussi une urbanisation accélérée, au moins bénéficie-t-il d'une tradition citadine ancienne. Il suffit d'un petit tour dans les médinas de Fès ou de Tunis pour se convaincre de la profondeur historique de la vie dans les villes au Maghreb. La prolifération de l'habitat précaire y est également beaucoup mieux maîtrisée : 14% « seulement » de la population urbaine de l'Afrique du nord vit dans des quartiers informels.

Il n'empêche. Partout, les besoins essentiels en eau, en assainissements et en électricité de millions d'habitants ne sont pas satisfaits. Dans des pays où l'Etat est à la fois omnipotent et impuissant, c'est aux collectivités locales qu'il revient de plus en plus de prendre à bras-le-corps ces problèmes. Et les choses commencent à bouger, comme on peut le voir dans ce plus

La ville africaine, de route façon, continuera pour longtemps à fasciner le monde. Si elle se confond souvent avec le désordre, elle est aussi le lieu de l'inventivité. Un seul exemple : l'art, Musique, danse, peinture et sculpture... dans tous les grands centres urbains du continent, les créateurs s'en donnent à cœur joie. Derrière le chaos urbain, c'est l'Afrique de demain qui se construit.

Urbanisation

L'Afrique reste le moins urbanisé des continents, mais il est celui où la croissance urbaine est la plus forte (jusqu'à 7% de plus par an). En 2000, 35 villes africaines comptaient plus de 1 million d'habitants, elles sont 53 actuellement, dans dix ans, elles seront plus de 70.

L'Afrique urbaine en chiffres

Population

Quelques 400 millions d'Africains vivent en ville, soit près de 39% de la population, contre 3% il y a un siècle. En 2030, le continent comptera environ 760 millions de citadins (soit plus que la population de l'ensemble de l'Europe) et 1,2 milliard en 2050, soit plus de la moitié de sa population. C'est l'Afrique du nord qui est la région la plus urbanisée du continent (54% de la population).

Habitat précaire

En Afrique du Nord, 14,5% des citadins vivent dans un logement précaire. Au Sud du Sahara, cette proportion monte à 62% (contre 36% dans l'ensemble des pays en développement), soit 165 millions de personnes. Cinq pays atteignent des chiffres records : le Soudan (94,2% d'urbains concernés), la République centrafricaine (94,1%), le Tchad (91,3%), l'Angola (86,5%) et la Guinée-Bissau (83,1%). Le plus grand bidonville du continent est celui de Kibera, à Nairobi, qui abrite plus de 1 million d'habitants.

Services

Seuls 20% des urbains disposent d'eau potable et moins de 10% ont accès à un réseau d'égout.

Finances locales

Les collectivités locales d'Afrique ne disposent en moyenne que de 2% des ressources publiques, contre 3% en Asie, 40% dans les pays en développement et 75% dans les pays du Nord.

Texte 14. Loisirs : Les villes en panne d'inspiration

« Mes vacances sont nulles. Il n'y a rien à voir et je me meurs à petit feu. Dire que je dois tenir encore comme ça un mois ...Gr gr gr gr... » Depuis les vacances 2012 qu'il a découvert le SMS révolte de son fils, brillant élève dans un collège de la place Stanislas G, se remue les méninges pour lui offrir de grands et beaux moments pendant les prochains congés. « J'avoue que je n'ai encore rien pu trouver. Nous avons déjà fait le tour de ce qui existe et même plusieurs fois dans l'année. Les enfants sont fatigués du zoo de Mvog Betsi, du parc de la Mefou et des sorties à Ebogo ou Etok Koss vers Simbock. Nous ne savons plus quoi inventer pour leur permettre de décomposer pendant leurs vacances scolaires », assure ce père de six enfants.

Et le manège alors, le Bois Sainte Anastasie, les parcs de vacances ? « Ne m'en parlez- pas ! Ce sont des lieux communs. On s'y marche sur pieds. Les enfants ont tout vu d'année en année. Il n'y a rien de nouveau. Dans les clubs existants, ce sont les mêmes cours de danse, natation, percussions, musique et autres théâtres. C'est de la monotonie ! », se plaint une mère de famille. « Certains années, nous avons souvent dû sortir de Yaoundé pour aller à Kribi, Limbe, ou dans l'Extrême-Nord. Malheureusement avec une famille de dix personnes, on ne peut pas y rester plus de dix jours. C'est dommage que l'offre en lieux de loisirs ne soit pas plus fournie dans nos différentes villes », regrette un autre parent. Le constat fait par ce dernier ne souffre d'aucun doute : les possibilités de loisirs et divertissements ne sont pas légion dans les villes et communes camerounaises. Pendant les vacances scolaires, mais aussi la mercredi après-midi et le week-end au corps de l'année, les parents ne savent pas à quoi occuper leur progéniture. Les quelques centres de vacances, ateliers, piscines, parcs existants sont régulièrement pris d'assaut par les familles. « C'est soit cela, soit voir ses enfants avachis devant l'écran de télé pendant trois mois. C'est vraiment hallucinant que même des villes disposant de potentiel comme Kribi ou Limbe ne proposent pas grand-chose. Aucun aménagement sur les plages, Zéro attraction particulière. Après la location dans un hôtel, vous devez vous débrouiller vous-même à trouver une distraction », critique encore un parent.

Pourtant ce ne sont pas les idées qui manquent. « En lisant les journaux, je constate que certains de nos maires voyagent beaucoup. Pourquoi ne peuvent-ils pas copier des choses qui existent ailleurs ou même nouer les partenariats nécessaires à cet effet ? Le conseil général de la Vienne en France, par exemple, a créé avec succès le Futuroscope, parc à thèmes qui accueille plus d'un million de visiteurs chaque année. Les attractions s'y renouvellent régulièrement. Pourquoi ne pouvons-nous aussi bénéficier de telles infrastructures ? » S'interroge J.C Zintchem, père de trois enfants et grand voyageur. En attendant d'opérer à son niveau, de nombreux autres parents devront faire preuve d'ingéniosité, ces vacances, pour sortir leurs enfants des sentiers battus. Et ça ne s'annonce pas facile.

Méthodologie de synthèse

°Le classement des éléments fondamentaux dans les documents textuels : thèses, arguments avec exemples qui leur sont rattachés, leurs nuances,

°La distinction entre éléments principaux et secondaires

En pratique on inscrit sur sa feuille d'analyse et pour chaque document (un seul document par feuille) :

°L'auteur

°Le titre

°La provenance

°La date de publication

°La caractéristique précise et brève du genre et du registre du document.

Sous ces indications, on trace trois colonnes

Idées générales (IG) idées principales (IP) idées secondaires (IS)

Clairement affirmée de dissocier l'information du commentaire, l'aptitude à reconnaître ses erreurs et à les rectifier des personnes, etc. Il revient au médiateur de faire comprendre aux rédacteurs que les lecteurs sont attentifs à l'application de ces principes et prompts à réagir dès qu'ils les jugent transgressés.

Mais, dans le même temps le rédacteur a pour tâche de faire comprendre aux lecteurs comment travaillent les journalistes, pourquoi il leur arrive de se tromper, quelles difficultés ils rencontrent dans l'exercice de leur métier-non pour les excuser, mais pour éviter malentendus et procès d'intention.

Ainsi peut se développer, par l'intermédiaire du médiateur, qui justifie par là même le titre de sa fonction, un dialogue nourri entre lecteurs et rédacteurs. Dialogue qui tourne parfois à la polémique tant la passion est vive dès lors qu'est en jeu la relation de chacun à son journal quotidien. Dialogue parfois nécessaire toutefois, non seulement pour tenter de dissiper la méfiance ou à en croire les sondages, tend à se creuser entre les uns et les autres, mais aussi et surtout pour reconnaître au lecteur le statut légitime de partenaire. Dialogue indispensable pour qui considère la presse comme un instrument décisif de discussion publique, et ses lecteurs, aussi bien que ses journalistes, comme des acteurs à part entière de la vie démocratique.

Thomas Ferenezi, portait d'un quotidien, supplément du monde, février 1998
Indices para textuels

Genre : notes et études documentaires, la documentation française

Titre : des traditions journalistiques originales extrait de la presse française

Auteur : Pierre Albert

Idées générales (IG)	Idées principales(IP)	Idées secondaires (IS)
Le journalisme à la française ou l'expression d'idées	Le journalisme français préfère la chronique et le commentaire à la relation des idées	A il est différents du journalisme anglo-saxon qui s'intéresse d'abord aux faits et les sépare du commentaire.
		B il est différents du journalisme allemand, plus préoccupé de traiter des sujets que de décrire des faits.
	Cette tradition prend sa source dans les attentes des lecteurs et dans la liberté d'expression comprise depuis la création de la monarchie	
	De plus le journalisme français se veut un « homme en lettres »	A œuvres culturelles et ouvrages de fiction ont été plus importantes que les témoignages d'actualité
	Enfin la presse a été étroitement surveillé par le pouvoir politique jusqu'à la fin du 19 ^e siècle	B sa source d'information principale était officielle

Thèses	Arguments	Exemples qui leur sont rattachés, nuances
--------	-----------	---

Par la suite, on gardera toutes le IG et IP on ajoutera éventuellement quelques IS en fonction des consignes de résumé.

Dans cette analyse, on veillera à rédiger précisément les IG et IP en reformulant ce que l'on a compris /ce sera le canevas de la presse de rédaction.

Je porte dans une des tris colonnes l'idée que j'analyse en la faisant précéder d'un chiffre romain pour les IG, d'un chiffre arabe pour les IP ,d'une lettre pour les IS .Je tire un trait sous chaque idée.

Idées générales (IG)	Idées principales(IP)	Idées secondaires(IS)
1-première IG	1-première IP	A première IS
		B deuxième IS
	2-deuxième IP	A première IS
		B deuxième IS

B. constitution du plan détaillée

Je place à côté les tableaux d'analyse et je repère les idées communes ou voisines sous la forme I-1 et II-2 ce qui signifie la première IG est voisine de la seconde IP de la seconde IG.

J'établis un plan en indiquant les titres des parties et en reprenant sous chaque partie les regroupements d'IP ou les IP isolées qui conviennent.

- Première partie I-1 et II-2
- I-3
- Deuxième partie
- I-2
- III

Mon plan doit à la fois marquer la progression de la démonstration ou des présentations, les idées à l'intérieur des parties allant du moins important au plus important (progression selon la loi d'intérêt)

La plupart du temps j'utiliserai un plan analytique du type :

& problème, causes, solutions

& ou aspects historiques, économiques, humains

& ou aspects psychologiques, moraux, philosophiques

Parfois mais rarement, le plan sera dialectique

& thèse, antithèses, dépassement

c. rédaction

Quatre éléments :

°la présentation des documents en utilisant tous les éléments du para texte repris en tête de chaque feuille d'analyse

°la formulation de la problématique

°l'annonce du plan retenu

Rédaction à partir du plan détaillé.

Chaque IP ou groupement d'IP donne un paragraphe.

On veille à bien lier les paragraphes entre eux par des connecteurs

On va à la ligne pour chaque nouveau paragraphe

On saute une ligne entre introduction et corps du texte, entre chaque partie, entre corps du texte et conclusion

iii Conclusion

°Reprise de l'argumentation avec des termes nouveaux

°Elargissement par ouverture

°à une question non abordée dans le dossier, (par exemple pour un dossier sur la mode ouverture sur les relations entre la mode et la culture ou entre mode et appartenance sociales)

°à un dossier plus vaste que le dossier examine (par exemple pour un dossier sur la mode ouverture à un dossier sur les rites sociaux)

°ou par analogie à un thème voisin (par exemple pour un dossier sur la mode analogie avec les phénomènes de groupe)

EXERCICE D'APPLICATION

Dossier tiré de « Français a BTS » de I Mimouni, L Allard, J. Bonet ti, J. Canu, J.P.M Roussel Ed Foucher 2001

a) ANALYSE DES DOCUMENTS

1. Des traditions journalistiques originales

Le journalisme français a toujours été plus un journalisme d'expression qu'un journalisme d'observation : il accorde la présentation à la chronique et au commentaire sur le compte rendu et reportage. Autant qu'à la présentation des faits, il s'est toujours intéressé à l'exposé des idées, autant qu'à l'analyse des situations, il s'attache à la critique des intentions. Par là, il est fondamentalement différent du journalisme factuel anglo-saxon selon lequel la nouvelle doit être nettement séparée de son commentaire, et du journalisme analytique, quasi pédagogique, allemand, plus préoccupé de traiter des sujets que de décrire des faits. On peut s'interroger à ce sujet sur la différence du journalisme anglo-saxon, le faits sacrés, le commentaire libre ; souvent cité par les journalistes français, ce principe est bien rarement respecté car il est réalité, à l'opposé des traditions du journalisme français, et sans doute aussi des attentes de leurs lecteurs. Depuis la fin de l'ancien régime, les journalistes français assimilent la liberté d'investigation ou d'accès aux sources.

Parmi les raisons qui peuvent expliquer ce goût naturel du journalisme français pour le jugement et l'analyse subjective et son relatif mépris pour le témoignage objectif du reportage, on peut en retenir deux.

La première tient à ce que l'on peut appeler l'ambition littéraire des journalistes, qui se sont longtemps considérés plus comme des hommes de lettres en devenir que comme des observateurs des événements, de fait, la partie culturelle des œuvres de fiction dans le contenu des journaux ont toujours été en France relativement importants par rapport aux articles d'actualité.

La seconde tient à l'histoire : la presse française jusqu'à l'avènement de la III^e République, a été soumise à une forte contrainte des autorités gouvernementales et la liberté d'investigation des journalistes français s'en est trouvée largement limitée. L'Etat fortement centralisé et exerçant à la différence des Etats-Unis par exemple, une influence décisive dans tous les secteurs de la vie politique, économique et même culturelle, contrôlait les principaux réseaux d'information et était par son administration et ses services diplomatiques, la principale source de nouvelles. La presse française fut donc souvent contrainte diplomatique, la principale source de nouvelles. La presse française fut donc souvent contrainte de s'en remettre, pour l'essentiel, aux sources gouvernementales et le moteur du journalisme fut non pas comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne la chasse aux nouvelles, mais la critique d'une information officielle. Dès le milieu du 20^e siècle, alors même que la tutelle officielle se

désertait progressivement jusqu'à s'effacer entièrement, les services de l'agence Havas, par leur abondance, perpétuèrent cette habitude et en firent une commodité. Encore aujourd'hui, il est clair que par l'étendue, la variété et la qualité de ses services, l'agence France-Presse allège la charge des journaux et favorise leur tendance à traiter l'actualité au second degré, celui non de la collecte des faits mais celui de l'analyse réflexive et critique. Lors même qu'aujourd'hui, les journalistes français se réclament d'un nouveau journalisme d'investigation « à l'américaine » ils s'en remettent, en fait pour l'essentiel de leurs informations à des sources institutionnelles gouvernementales, administratives ou autres. Il est caractéristique que les grands noms du journalisme français ont été et sont encore souvent, des polémistes, des essayistes ou des hommes de lettres.

Pierre Albert, la presse française, notes et études documentaires, la documentation française, 1998

2. HUBERT BEUVE-MERY, le fondateur (1902-1989)

« Il signait Sirius. Ce simple paraphe signait à ses lecteurs une distance exigeante avec les soubresauts de l'actualité. Hubert Beuve-Mery, directeur –fondateur du monde, professait naturellement le recul comme une cardinale Breton austère, voire janséniste, il aurait fort bien pu être recteur ou maître des novices ... »

Combien de fois s'est-il répété la latine de Charles Péguy, l'un des maîtres : « dire la vérité toute la vérité rien que la vérité, dire bêtement la vérité bête ennuyeusement la ennuyeuse, tristement la vérité triste » ? Dire « non », aussi intransigeance et éclat, orgueil et désenchantement.

Correspondant du temps à Prague en 1938, il démissionne lorsque le quotidien salue les accords de Munich, aux termes desquels la France et l'Angleterre pilent devant Hitler et ses revendications territoriales en Tchécoslovaquie. Ainsi regimbe-t-il souvent durant les années 30 prompt à rebeller contre les mœurs d'une presse trop docile devant le pouvoir et dont le sensationnalisme constitue le péché mignon.

CONTRE LA PRESSE POURRIE

Tour à tour correspondant du « matin » et du « petit journal », il découvre avec écœurement les libertés prises avec les faits les plus avérés par ces quotidiens et la corruption acceptée par ses confrères...

De cette presse-là de cette « pourriture (les mots crus ne l'effrayaient pas), il conservera comme la brûlure d'une gifle. Voilà une certaine idée du journalisme qui le désigne, au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour prendre la direction d'un veau quotidien du soir, le Monde, installé rue des Italiens.

Instruit par l'expérience, inflexible et prudent, ce plébéien aux allures aristocratiques veillera scrupuleusement à son indépendance politique et financière.

A ceux qui attendent sa chute, ne pouvant croire que les lois du capital puissent s'incliner devant son obstination, il répond avec hauteur : nous sommes pauvres et entendons le rester. La femme d'un rédacteur venue se plaindre de la modicité des revenus de son mari s'étend rétorquer : est-ce que les femmes de pasteur se plaignent ? sans appel

Il flotte alors au Monde le parfum singulier des institutions ecclésiastiques ou, mieux encore par sa rigueur, l'ancien petit chose s'impose rapidement comme le Patron. Alors que tant d'autres dans cette profession gouvernent dans l'énervement et les cris, lui se contente, au choix, de plisser les paupières ou de quelques mots grommelés, aussitôt « traduits » par ses plus proches coadjuteurs. Cette alchimie-là suffit à asseoir son autorité. Face au tohubohu médiatique naissent, il choisit instinctivement l'ombre en des engagements sans concession...

Ses éditoriaux à contre-courant des idées à la mode lui confère un magistère inédit « il y a des vérités qu'il faut, pour parler comme Pégury gueuler envers et contre tous, observa-t-il. Il fallait que Zola écrive son fameux « j'accuse » à tous les risques pour lui pour obtenir la révision du procès du capitaine Dreyfus.

Nous sommes loin des dissertations de potaches sur les vertus supposées de l'objectivité. Bien au contraire, Sirius sur la nécessité d'un contre-pouvoir journalistiques alors que la télévision d'Etat commence à trôner dans les salons des français

Durant dix-ans, de 1958 à 1969, de Gaulle sera son fantôme, lui donnant souvent matière à rudes philippiques. Il était trop gaullien pour être gaulliste relève André FONTAINE l'un de ses successeurs. Trop journaliste, pour limiter son horizon.

Son respect d'une étiquette bourgeoise et son passicisme dans la forme ne pouvaient longtemps masquer son anticonformisme. A des confrères qui lui demandaient au terme de vingt-cinq années de direction du Monde, sa définition du métier, il répondit simplement, à mots comptés : être féminin ne pas ennuyer intéresser, émouvoir, apprendre, distraire.

Portait d'un quotidien, supplémentaire du monde, février 1998.

1. LE MEDIATEUR EN POSITION D'ARBITRE

Face aux pouvoirs établis, le journaliste se présente volontiers comme un contrepouvoir. Devenu un pouvoir ne doit pas être borné lui aussi par contre-pouvoir ? C'est fonction que le médiateur, au monde, tente partiellement de remplir. La direction du journal l'a chargé de veiller à l'application des règles professionnelles et déontologiques imposées aux journalistes pour que ceux-ci n'abusent pas de leur pouvoir.

Ces règles, fixées par des chartes, et, dans certains cas par des lois, donnent au lecteur la garantie que leur journal les informe aussi honnêtement, aussi exactement, aussi objectivement que possible, qu'il respecte le pluralisme et la diversité dans l'expression des opinions, qu'il ne porte pas atteinte aux droits des individus ni le secret de leur vie privée, bref qu'il s'efforce de satisfaire aux exigences de la vérité de la rigueur, de la probité. Il appartient donc au médiateur de s'assurer que ces principes, qui définissent le contrat de lecture passée avec les lecteurs, soient scrupuleusement observés.

Le médiateur, informe des reproches adressés à la rédaction a pour objectif de rendre en toute indépendance, un arbitrage. Dans le courrier qu'il adresse en retour aux lecteurs mécontents ou dans l'avis qu'il publie, chaque semaine, dans le monde, après examen de plaintes, il indique s'il juge ou non leurs critiques fondées. Les journalistes not-ils enfreint les règles qui sont censés assurer la qualité de leur travail ? Où bien le désaccord exprimé par le plaignant ne relève-t-il que d'une divergence d'opinion voire d'un malentendu ? Le médiateur donne donc raison tantôt au lecteur au rédacteur.

Bien entendu, son verdict mécontente nécessairement l'un l'autre, mais au moins son intervenant permet-elle de porter le débat sur la place publique.

Sa mission est de rappeler sans cesse à la rédaction les règles d'or qui organisassent les droits et les devoirs de la presse ;en particulier dans un journal comme le Monde dont les journalistes sont les principaux actionnaires :l'indépendance par rapport à tous les pouvoirs ,l'exercice de l'esprit critique ,le souci permanent de la vérification ,du recoupement ,de la précision ,la volonté clairement affirmée de dissocier l'information du commentaire ,l'aptitude ç reconnaître ses erreurs et à les rectifier ,le respect des personnes .ETC. Il revient au médiateur de faire comprendre aux rédacteurs que les lecteurs sont attentifs à l'application de ces principes et prompts à réagir dès qu'ils les jugent transgressés

Mais, dans le même temps, le médiateur a pour tache de comprendre au lecteur comment travaillent les journalistes, pourquoi il leur arrive de se tromper, quelles difficultés, ils rencontrent dans l'exercice de leur métier-non pour les excuser, mais pour éviter malentendus et procès d'intention.

Ainsi peut se développer par l'intermédiaire du médiateur ,qui justifie par là le titre même de sa fonction ,un dialogue nourri entre les lecteurs et les rédacteurs .Dialogue qui tourne parfois à la polémique tant la passion est vive de lors qu'est en jeu la relation de chacun à son journal quotidien .Dialogue nécessaire toutefois ,non seulement pour tenter de disposer la méfiance qui, à en croire les sondages ,tend à creuser entre les uns et les autres ,mais aussi et surtout pour reconnaître au lecteur le statut légitime de partenaire .Dialogue indispensable pour qui considère la presse comme instrument décisif de discussion publique et ses lecteurs ,aussi bien que journalistes ,comme des acteurs à part entière de la vie démocratique.

Thomas FERENEZI, portrait d'un quotidien, supplément du Monde, Février 1998

Indices para textuels

Genre : notes et études documentaires la documentation française

Auteur : Pierre Albert

Date de publication : 1998

IDEES GENERALES (IG)	IDEES PRINCIPALES(IP)	IDEES SECONDAIRES(IS)
1. Le journalisme à la française ou l'expression des idées	1. Le journalisme français préfère la chronique et le commentaire à la relation des faits	A il est différent du journalisme anglo-saxon qui s'intéresse d'abord aux faits et les sépare commentaire
		B il est différent du journalisme allemand, plus préoccupé, de traiter des sujets que de décrire des faits.

	<p>2. Cette tradition prend source dans les attentes et dans la liberté d'expression conquise depuis la fin de la monarchie</p> <p>3. De plus le journalisme français se vent un « homme de lettres »</p> <p>4. Enfin la presse a été étroitement surveillé par le pouvoir politique jusqu'à la fin du XIXe siècle.</p>
		A œuvres culturelles et ouvrages de fiction ont été lus important que les témoignages d'actualité.
		A sa liberté d'enquêter en a été réduite
		B sa source d'information principale était officielle
		B il veut contrebalancer l'influence grandissante de la télévision instrument du pouvoir dans les foyers
		C il s'oppose au général de Gaulle de 1958 à 1969 bien que gaullien lui-même.
	6. Finalement il a défendu un journalisme au service de ses lecteurs	A distraire, enseigner, émouvoir
		B derrière un classicisme de façade

Indices para textuels :

Genre : article de journal

Titre : « Le médiateur en position d'arbitre » extrait de portrait d'un quotidien, supplément du monde

Auteur : Thomas Ferenezi

Date de publication : Février 1998

C'est le texte le plus substantiel, c'est lui qui va indiquer la problématique

Idées générales (IG)	Idées principales (IP)	Idées secondaires (IS)
<p>l'ii comment sont respectés les droits des lecteurs et les devoirs des rédacteurs au « Monde » ?</p>	<p>1. Le médiateur est chargé de limiter les abus de pouvoir de grandissant des journalistes</p>	<p>A il est chargé par la direction de veiller au respect des règles d'éthique professionnelle</p>
	<p>2. Il est grand auprès des lecteurs des</p>	<p>A ces règles sont internes ou issues de lois</p>

	règles des libertés d'expression de probité, de vérité, de respect de la vie privée.	
		B elles constituent l'engagement du journal à l'égard de ses lecteurs
	3. il rend des arbitrages à la suite de plaintes de lecteurs	A par lettre ou publication d'avis chaque semaine
	4. il est surtout chargé de rappeler à la direction les devoirs de la presse : objectivité, indépendance, vérification des informations	A ce que le lectorat attend des rédacteurs
	5. il doit aussi rappeler aux lecteurs les difficultés du métier de journalistes	A éviter les malentendus et les procès d'intention
	6. Ainsi se crée un dialogue permanent entre lecteurs et journalistes, garantie d'une vraie démocratie.	A qui n'est pas exempt de passion
		B pour combattre la méfiance qui se développe.

b) Constitution du plan détaillé

Déterminer de la problématique (qui est plus précises que le thème) : comment concilier les droits des lecteurs et les devoirs des journalistes aujourd'hui en France.

Ou

La presse peut-elle exercer sa mission d'information malgré les multiples pressions qui s'exerce sur elle aujourd'hui en France.

- Elaboration

Nous aurions pu retenir le plan général problèmes, en uses, solution

1. La presse est devenue contre-pouvoir puissant
2. En raison d'un passé combatif, de la stature de certains de ses journalistes, mais risques de succomber sous la corruption ou la collusion avec le pouvoir politique.
3. Elle doit donc rechercher son indépendance financière et assurer sa liberté d'expression tout en respectant une déontologie stricte.

Ce plan est toute fois banal et surtout déséquilibré

Nous lui préférons un plan analytique permettant de décrire quelques aspects qui définissent le métier de journaliste aujourd'hui (ce qui serait le thème).

1. la mission de la presse

- °III 4=I 2 =II 2=III2
- °II I
- °II 5
- °II 6
- 2. les pressions externes
 - °I 4
 - °II 3
 - °II 4
 - °Iii 3
 - °III 6 a B
- 3. les obstacles internes
 - 1. II
 - 2. I 3
 - 4. I 6
 - 5. III I
 - 6. III 5
- C) rédaction

1. Introduction

Perçue de plus en plus comme un contre-pouvoir, la presse est-elle le lieu de combats sournois

C'est ce que nous montre le dossier constitué de trois documents : le premier intitulé « des traditions journalistes originales » extrait de la presse française par Pierre Albert, le second et le troisième .Des articles de journal, extrait d'un quotidien supplément du monde de Février 1998, « Hubert Beuve Mery ,le fondateur (1902-1989) » d'auteur inconnu ,et , « le médiateur en position d'arbitre » de Thomas Ferenezi.

Dans cette condition française peuvent-ils exercer aujourd'hui sereinement leur mission d'information du public ?

Cette mission, qui s'appuie sur plusieurs valeurs éthiques et intellectuelles, entre en conflit avec des pressions externes et se heurte aussi à des obstacles internes.

2. Développement

1^{ère} partie : aujourd'hui un public éclairé attend de la presse objectivité, indépendance, vérification des informations...Ce désir prend sa source dans une tradition de liberté d'expression conquise depuis la fin de la monarchie .Aussi il, comme hier Hubert Beuve-Mery, fondateur du journal « le monde, la déformation des faits et la liberté d'expression de vérité.

Ce grand patron a façonné le journalisme actuel en manifestant du recul à l'égard des événements et une grande rigueur morale. Surtout il l'a soustrait de la tutelle étatique, à la différence de la télévision envahissante .Finalement il a défendu un journalisme humain au service de ses lectures.

2^e partie :cet idéal s'affronte à des pressions extérieures .Si l'on regarde l'histoire de notre pays ,on constate que la presse a été étroitement surveillé par le pouvoir politique jusqu'à la fin du XIXe siècle .Plus près de nous ,il y a cinquante ans, lorsqu'il a été appelé à diriger « le Monde » Hubert Beuve-Mery ,a cherché avant tout à préserver son indépendance politique financière .Aujourd'hui encore ,le médiateur du journal rend des arbitrages à la suite plaintes de lecteurs .Ainsi ,malgré les passions et la méfiance qui se développe ,se crée un dialogue permanent entre lecteur et journaliste, garantie d'une vraie démocratie.

3^e partie : plus pernicieux, les obstacles internes pourraient entraver cette mission d'information indépendante. D'abord par tradition le journalisme Français préfère la chronique et commentaire à la relation des faits. Aujourd'hui encore, les journalistes privilégient l'analyse et l'interprétation des informations que leurs fournit l'agence France-Presse et bien qu'ils revendiquent un exercice du métier à l'américaine, leurs sources restent officielles et administratives. Enfin il faut bien admettre qu'en France, pour se faire un nom dans le journalisme, il faut mieux être situé dans les abus de plus subtile, une des dérives actuelles de la presse se situe dans les abus de pouvoir des journalistes, que le médiateur est chargé de limiter. De même les arbitrages rendus par ce dernier par ce dernier rappellent aux lecteurs les difficultés du métier.

3. Conclusion

Le métier de journaliste est devenu aujourd'hui un véritable contre-pouvoir. Pour garder son rang, il doit défendre plus jamais des pressions politiques et financières et échapper à ses vieux démons de personnalité et de prétention littéraire. Dans ce contexte, des institutions comme le médiateur ou l'actionnariat des journalistes constituent des pare-feu originaux (élargissement contenu dans le dossier ou ce nouveau pouvoir est souvent réprimé et il n'est pas étonnant que les journalistes s'inquiètent de l'augmentation du nombre de confrères mis sous les verrous dans plus de cent pays. (élargissement extérieur au dossier)

Le métier de journaliste est devenu aujourd'hui un véritable contre-pouvoir. Pour garder son rang, il doit se défendre plus que jamais des pressions politiques et financières et échapper à ses vieux démons de personnalité et de prétention littéraire.

Dans ce contexte, des institutions comme le médiateur ou l'actionnariat des journalistes constituent des pare-feu originaux (élargissement contenu dans le dossier ou ce nouveau pouvoir est souvent réprimé et il n'est pas étonnant que les journalistes s'inquiètent de l'augmentation du nombre de confrères mis sous les verrous dans plus de cent pays, (élargissement extérieur au dossier).